

Synthèse des ateliers : Séminaire « Eau, bien commun du vivant » :

Culture : « Inscrire l'eau au patrimoine commun »		
Constats	Défis	Propositions
<p>Pour l'eau, le plus important n'est pas sa matérialité (H₂O), c'est sa fonction sociétale et dans les écosystèmes.</p>	<p>Comment dépasser la conception productiviste de l'eau ?</p>	<p>Il faut distinguer « l'eau pour la vie », « l'eau citoyenneté » qui se réfère aux droits et devoirs humains et « l'eau économie » qui se réfère à la production des biens et des services. « L'eau pour la vie » doit être prioritaire. Passer vers un cycle hydro-social permettrait de lier les aspects sociaux et les aspects environnementaux.</p>
<p>Il existe aujourd'hui une politique de gestion par bassin versant (exemple en France des agences de l'eau) qui intègre faiblement les citoyens.</p>	<p>Comment gérer les bassins pour assurer la prise en compte des diversités de territoires ?</p>	<p>Relier les communes par bassin versant pour une gestion intégrée, écologique, démocratique et participative.</p>
<p>La mise en œuvre effective du droit à l'eau est un défi local qui implique des spécificités culturelles : une rivière, des traditions, des populations....</p> <p>Or, la plupart des solutions apportées aujourd'hui sont trop généralistes avec un mode d'application TOP → DOWN.</p> <p>Politiquement il existe des freins à la participation citoyenne, notamment pour la gestion de l'eau. Pourtant, si on laisse la parole aux citoyens ils se prononcent massivement pour « l'eau bien commun. ».</p>	<p>Comment rendre possible la participation citoyenne en prenant en compte la diversité culturelle ?</p> <p>Comment construire un système de gestion citoyenne de l'eau avec une société civile qui n'est pas vraiment renforcée ?</p>	<p>Penser les solutions à l'échelle locale et dans un contexte spécifique.</p> <p>Au niveau national, il est nécessaire d'adopter une politique de protection de l'eau et de l'environnement financée par des taxes payées par les gros consommateurs.</p> <p>Au niveau international, une politique mondiale démocratique axé sur « l'eau bien commun » s'impose face aux idées de grands groupes économiques. Création d'une agence mondiale de l'eau plus démocratique que le Forum Mondial de l'Eau.</p> <p>Cette organisation doit être construite avec les citoyens. Ex : Italie, Allemagne, Uruguay, Equateur... Ceci demande la mise en place de politiques pédagogiques facilitant la participation et la compréhension des enjeux de l'eau par les citoyens, commençant dès l'école.</p>

Ressource en Eau (santé, agriculture, industrie, domestique, environnement) et conflits d'usages : « Promouvoir une gestion transparente et concertée de la ressource en eau »

Constats	Défis	Propositions
<p>10 000 morts par jour des causes de l'eau, qui représentent seulement une petite partie de l'iceberg et du désastre écologique que pose l'accès à l'eau aujourd'hui : cancer, maladies congénitales...</p>	<p>Quelles responsabilités et actions pour rompre le silence sur l'eau qui tue ?</p>	<p>Mettre l'assainissement en avant comme un enjeu prioritaire. Accentuer la transparence des usages de l'eau, du traitement des eaux usées. Saisir la justice lorsque la santé environnementale est mise en danger.</p>
<p>80% de l'eau utilisée en France l'est pour l'agriculture et l'industrie.</p>	<p>Comment équilibrer les conflits d'usage entre eau domestique, eau agricole et eau industrielle ?</p>	<p>L'eau destinée à la production permet à certains de dégager un chiffre d'affaire et pourrait être taxée en conséquence. Les fonds levés pourraient permettre de financer l'eau gratuite pour tous pour un usage domestique.</p>
<p>La construction néolibérale institutionnalisée génère une concentration progressive de la terre et de l'eau, qui est source de conflits et accentue l'impact sur l'environnement et les sociétés.</p> <p>Action collective de la société civile pour la nationalisation (gestion publique) de l'eau.</p>	<p>Comment se fournir de l'eau sans briser la santé de la rivière ? Comment construire la transition pour dépasser le système productiviste de l'eau ?</p>	<p>Passer de la gestion d'une ressource à la gestion d'un écosystème dans une approche de durabilité.</p> <p>Donner plus de valeur à la société civile et aux actions collectives pour la structuration d'une gestion publique participative.</p> <p>Construire un système citoyen de gestion de l'eau.</p>
<p>L'eau agricole a mauvaise presse à cause du modèle de consommation d'eau.</p> <p>Toutefois, les petits agriculteurs sont affectés par la concentration de l'utilisation d'eau par les grands producteurs et par l'accaparement des terres.</p> <p>La destruction des rivières augmente la faim et détruit la pêche dans le monde.</p> <p>Les émeutes de la faim ne seraient-elles pas les émeutes de l'eau ? Le choix de production est orienté par la valeur ajoutée et non par les besoins des populations. Au Brésil, les barrages et l'irrigation sont pensés pour l'agro business.</p>	<p>Comment sortir du système agricole hyper productiviste, axé sur le modèle de l'exportation et de la spéculation ?</p>	<p>Distinguer eau agricole pour l'agrobusiness et eau pour les petits producteurs. Garantir l'accès à l'eau pour les petits agriculteurs pour leur permettre de mettre en place une irrigation respectueuse des cycles naturels. Développer les subventions favorisant ce type d'agriculture.</p> <p>Assurer le maintien des rivières pour assurer l'alimentation des populations moins favorisées.</p> <p>Les organisations paysannes doivent faire partie intégrante des discussions internationales sur l'eau et l'agriculture au sein des grands rendez-vous. S'inspirer des propositions faites par Via Campesina.</p>

<p>La souveraineté alimentaire, telle qu'elle est conçue par les marchés, favorise l' agrobusiness plutôt que les petits producteurs locaux.</p>		
<p>Certaines multinationales concentrent les principaux usages de l'eau (énergie, hydroélectrique, assainissement, distribution d'eau potable, agriculture...) ce qui les place dans une position d'arbitres entre ces différents usages.</p>	<p>Quelles options pour sortir de la monopolisation des usages de l'eau par quelques uns ?</p>	<p>Inciter à l'adoption d'une loi anti-trust qui rende impossible ce genre de concentration. Renforcer la participation citoyenne dans cet arbitrage.</p>
<p><u>Gestion publique & participation citoyenne</u> : « Promouvoir une autre gestion de la ressource en eau »</p>		
<p>Constats</p>	<p>Défis</p>	<p>Propositions</p>
<p>Même quand il n'y a pas d'entreprise privée c'est le modèle privé qui est appliqué par le public (rentabilité, efficacité...).</p> <p>Les multinationales proposent un modèle unique de gestion sans prendre en compte les spécificités locales.</p> <p>Les discours alternatifs dénoncent souvent les multinationales de l'eau et favorisent le public alors que le problème de gestion va au-delà.</p>	<p>Quel(s) modèle(s) de gestion de l'eau permettrai(en)t d'assurer la sauvegarde de l'eau comme bien commun ?</p>	<p>La régie publique doit adopter une démarche concrète de gestion de l'eau comme un bien commun et non comme une marchandise.</p> <p>L'eau du robinet doit être un droit citoyen qui appelle en retour des devoirs citoyens.</p> <p>Les communautés disposent d'un savoir faire, d'une façon de gérer, il faut les respecter et les valoriser.</p> <p>Développer des formes de gestion alternatives, adaptées aux spécificités locales, plaçant le citoyen au cœur des instances politiques et administratives.</p> <p>Impliquer les usagers dans l'arbitrage entre les différents usages de l'eau.</p> <p>Lors d'une transition privé-public, il faut que les métiers de l'eau soient préservés. Adopter un cadre pour la sécurisation du métier de l'eau (il y a de la compétence).</p>
<p>Les territoires ne sont pas égaux face à la disponibilité ni à la qualité de l'eau (Bretagne, Région PACA... –mauvaise qualité et peu de disponibilité- versus Grenoble – très bonne qualité de l'eau)</p>	<p>Comment assurer le partage de l'eau entre les territoires ?</p>	<p>Sortir de la concurrence entre territoires, mettre en place un système de coopération entre les territoires.</p>

<p>L'Union Européenne met en place le Bleu print: évaluation européenne sur l'application de la directive cadre européenne sur l'eau.</p> <p>Directive cadre Européenne : il y a des grandes pressions des groupes économiques pour changer la directive car elle est trop environnementaliste. Par ailleurs, une partie de la société civile souhaite la changer car elle établit que « l'eau n'est pas une marchandise comme les autres », donc elle reste une marchandise.</p> <p>Les grandes lois européennes sont fortes en termes d'environnement mais très faibles en termes sociaux.</p>	<p>Comment la société civile peut faire entendre sa voix pour influencer les initiatives européennes sur l'eau?</p>	<p>Générer un plaidoyer auprès des collectivités territoriales pour influencer cette évaluation, notamment sur le principe du recouvrement total des coûts qui oblige les collectivités à faire payer les usagers sur le financement des infrastructures et des services.</p> <p>Expertise citoyenne, publique et contradictoire sur l'eau. Les mouvements citoyens définissent leurs représentants (avocats, experts...) pour réaliser une expertise/évaluation/étude face aux experts institutionnels.</p> <p>Nécessité d'avoir accès aux informations, pour cela il est important de se mettre en réseau avec ceux qui ont l'expérience dans le domaine, pour la mutualiser.</p>
--	---	---

Construire un droit effectif de l'eau : « Se donner les moyens pour le droit de l'eau et à l'eau ».

Constats	Défis	Propositions
<p>Le droit à l'eau, ce n'est pas le droit de payer pour l'eau. C'est le droit de recevoir de l'eau en toutes circonstances.</p> <p>Dans le protocole N°9 du Traite de Lisbonne est mentionné le principe de « prix abordable », sans définir ce qu'on entend par là.</p>	<p>Quelles pistes pour rendre l'eau citoyenne accessible financièrement pour tous ?</p>	<p>La distribution, la gestion, le traitement de l'eau ont un coût, mais cela doit être partagé entre les utilisateurs. Ce coût devrait être supporté par les gros consommateurs, comme par exemple, l'utilisation marchande et de luxe de l'eau.</p> <p>L'eau citoyenne doit être distribuée à un « prix abordable » mais il faut définir le seuil d'abordabilité. Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réduire la part fixe, c'est-à-dire l'abonnement. Il est en général de l'ordre de 60€ par an en France. Il existe bien un texte qui limite la part fixe, mais il faudrait aussi l'appliquer aux villes littorales. - réduction de la première tranche de consommation - Double tarif : un tarif normal pour les personnes qui peuvent payer et un tarif social faible pour les personnes en difficulté financière.
<p>Le financement total des coûts en amont du projet (fonds nécessaires pour les infrastructures et les services) est impossible à prendre en charge par les populations et non prioritaire pour les Etats. Ceci ouvre la porte aux investissements privés.</p>	<p>Comment assurer les investissements en infrastructures pour les collectivités territoriales ?</p>	<p>Il faut un engagement politique fort de la part des Etats et prévoir les financements nécessaires pour permettre la gestion par le public.</p> <p>Valoriser les projets durables et prendre en compte l'amortissement des coûts sur le long terme. Renforcer les capacités de financements publics des services de l'eau.</p>

<p>Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) n'affichent pas la priorité de la question de l'eau dans le monde. Sur les 8 objectifs, celle-ci n'est présentée que dans l'objectif 7 C : « Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base. »</p> <p>L'aide publique au développement est en train d'être remplacée par des prêts. Ce sont les pays émergents à revenus intermédiaires qui vont en bénéficier le plus, au détriment des pays les moins avancés.</p>	<p>Comment donner la priorité à l'eau et à l'assainissement dans le cadre des OMD ?</p>	<p>La renégociation des OMD doit permettre que l'eau soit une des priorités à établir dans l'Objectif N°1. C'est un plaidoyer à développer avec tous les acteurs concernés, notamment dans le cadre du Forum Mondial de l'Eau et de Rio + 20.</p> <p>Renforcer la politique d'aide aux pays moins avancés pour atteindre les OMD, notamment en lien avec l'accès à une eau de qualité et à un assainissement de base. Ceci demande une réforme de l'aide publique au développement.</p>
<p>Les banques d'investissements favorisent les gros investissements et refusent la subvention de plus petits projets locaux.</p> <p>Quand on change la manière de rendre accessible l'eau (« eau technique »), on change aussi les habitudes sociales.</p> <p>Au Sud, il existe une multitude de types d'accès, de tarifs, de situation, d'acteurs... Ex. : Si on construit un puits, on change l'ordre social. Si on ne prend pas en compte ces changements on est voués à l'échec.</p>	<p>Comment réorienter l'investissement pour valoriser les initiatives locales ?</p>	<p>L'investissement doit être ouvert à toute une variété d'initiatives y compris des petits projets locaux qui peuvent être démultipliés.</p> <p>Fontaine publique, gratuite, potable, près du lieu de vie.. C'est un premier pas vers le droit à l'eau pour tous. C'est un défi politique et non financier.</p>
<p><u>Déconstruction du discours néolibéral : « Paradoxes du discours du forum marchand de l'eau »</u></p>		
<p>Constats</p>	<p>Défis</p>	<p>Propositions</p>
<p>Dans le modèle actuel, l'eau reste un bien économique (Dublin 1992, UE, BM...)</p>	<p>Quelle transition pour sortir de la vision marchande de l'eau?</p>	<p>Dépasser cette vision pour que l'eau soit un bien social et un bien environnemental avant d'être un bien économique. Ouvrir les discussions sur les dimensions sociales de l'eau en l'Europe. L'eau pour la vie n'a rien à avoir avec l'économie. L'intérêt public doit s'éloigner de plus en plus du système financier.</p>

<p>La récente prise en compte de la crise globale de l'eau est la convergence de trois failles critiques : durabilité, vulnérabilité et modèle néolibéral de gestion de l'eau.</p> <p>Dans la mesure du Produit intérieur Brut, on ne regarde pas la nature de l'activité qui produit la richesse (vente d'armes rentre dans le PIB). On ne regarde pas si l'activité permet l'amélioration du bien être Humain (par ex. l'assèchement d'une rivière n'est pas prise en compte par le PIB, or Il n'y a pas de croissance sans eau !)</p> <p>La quête de la croissance économique implique la dérégulation sociale, environnementale, financière...</p>	<p>Quel type de croissance est à rechercher pour assurer la soutenabilité de l'eau?</p>	<p>Nécessaire débat de la société civile sur ce que l'on veut promouvoir en termes de qualité de vie. Transformer ces nouveaux objectifs de développement en politiques publiques.</p> <p>Il est urgent de réorienter l'activité économique sur des critères allant au-delà du PIB : par exemple l'Indice du Mieux Vivre de l'OCDE, l'Indice de Développement Humain du PNUD...</p> <p>Il est primordial d'insérer dans les nouvelles mesures du développement des indicateurs liés à l'eau, lesquels doivent être construits avec les citoyens et adaptés aux spécificités des territoires.</p>
<p>Les acteurs économiques du marché de l'eau détiennent une rente qui leur permet de disposer d'une rentrée régulière d'argent. Dans ce sens, l'eau est au cœur des enjeux du capitalisme financier.</p>	<p>Comment pousser les acteurs économiques à penser au-delà des principes du marché ?</p>	<p>En relation à l'eau, imposer une régulation stricte qui empêche la spéculation et les marges indécentes sur « l'eau pour la vie ».</p>
<p>Les sociétés publiques locales sont axées sur le principe d'actionnariat public. Pourtant, il n'y a pas d'implication des associations de citoyens et de consommateurs.</p>	<p>Comment les citoyens en tant qu'actionnaires publiques peuvent être amenés à s'impliquer dans la prise de décisions ?</p>	<p>Renforcer le financement de l'éducation populaire à destination de la société civile et des fonctionnaires : réunions, conférences, formations sur les enjeux de l'eau, mise à disposition d'experts, votations citoyennes, participation dans les CA des sociétés publiques locales.</p>
<p>Autant dans le secteur public que le secteur privé, il existe le risque d'utiliser les revenus de l'eau pour réaliser d'autres investissements qui ne sont pas en lien avec l'eau.</p> <p>Pourtant, il est avancé qu'il faut privatiser l'eau pour pouvoir financer le traitement de l'eau, que c'est une nouvelle économie, une économie propre</p> <p>Malgré le principe que l'eau paye l'eau, personne ne réagit face à la dérive en terme d'investissement.</p>	<p>Comment sauvegarder le principe de l'eau paye l'eau ?</p>	<p>« L'eau citoyenneté » est aussi d'intérêt général donc il faut qu'il y ait une discussion publique sur les investissements réalisés avec les revenus de l'eau.</p> <p>La légitimité de toute politique publique c'est de faire progresser l'égalité des droits. Un des enjeux est d'assurer l'égalité d'accès à l'eau : pas seulement potable mais aussi industriel/agricole.</p>

Eau et Energie : « Gérer les conflits d'usage »

Constats	Défis	Propositions
<p>L'investissement dans les grands barrages était justifié au départ par le stockage de l'eau agricole</p> <p>Avec les enjeux du réchauffement climatique, les barrages sont pensés comme une énergie propre. Ils se concentrent sur des grands points de production, en plus d'être « compétitifs » par rapport au prix du pétrole.</p> <p>Les externalités négatives engendrées par les barrages (changements des cours des rivières, expropriation, déplacement des populations, perturbation de la chaîne alimentaire...) rendent ce type de projet insoutenable pour les écosystèmes.</p>	<p>Quelle transition énergétique envisager e pour préserver l'eau dans son milieu ?</p>	<p>Il est urgent de développer l'éolienne et le photovoltaïque ainsi que de transformer les projets de grands barrages en plusieurs projets de micro barrages, axé sur le local et la proximité du lieu de consommation.</p> <p>Pour les grandes villes, il est important de privilégier une production variée et décentralisée et d'avoir de grands réseaux intégrés et publics. Ceci permet de contrôler le privé et d'éviter les monopoles.</p> <p>Influencer les discours qui assurent que les barrages sont positifs en termes de soutenabilité, notamment dans la baisse de la production de CO2. Pour cela, mettre en avant la rupture des écosystèmes.</p>
<p>Destruction de nos milieux aquatiques causée par nos modèles énergétiques.</p>	<p>Comment préserver nos milieux aquatiques face à la demande croissante d'énergie ?</p>	<p>Récupération urgente de nos milieux aquatiques : protection de nos systèmes naturels de fabrication d'eau grâce à l'application ferme de législations conçues à cet effet.</p>